

# CHARTRE PROFESSIONNELLE DE L'ENQUETEUR PRIVE

**La Chambre Professionnelle des Détectives Français impose en préambule à toute demande d'adhésion, la pleine acceptation des dispositions de la présente Charte Ethique.**

**En conséquence, le signataire de la présente s'engage :**

## **ARTICLE 1.**

A respecter l'obligation de détention d'une habilitation préfectorale, autorisant l'exercice de la profession.

## **ARTICLE 2.**

A souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les risques auxquels il est exposé ou auxquels il expose les tiers lors de l'exercice de ses activités professionnelles.

## **ARTICLE 3.**

A respecter les recommandations du Code de Déontologie et les usages en vigueur dans la profession. Il s'engage en outre à en assurer la promotion auprès du public.

## **ARTICLE 4.**

A établir entre lui et son client, un contrat de mandat, passé en application des articles 1984 à 2010 du Code Civil.

## **ARTICLE 5.**

A remettre à ses clients, une convention d'honoraires engageant chacune des parties dès sa signature, et précisant les dispositions tarifaires prises pour la réalisation de la mission confiée.

## **ARTICLE 6.**

A n'accepter que des missions dont le but est légal et légitime, et à ne recueillir dans le cadre de ces missions que des renseignements servant à la défense de ses clients en vue de la préservation de leurs intérêts.

## **ARTICLE 7.**

A ne pas divulguer à quiconque, en dehors de ceux ayant à les connaître, les renseignements recueillis ou dont il aurait eu connaissance au cours d'une enquête, et qui pourraient porter atteinte aux intérêts supérieurs de la Nation.

## **ARTICLE 8.**

A respecter le secret professionnel qui s'impose dans l'exercice de ses missions.

## **ARTICLE 9.**

A n'avoir recours qu'à des moyens légaux dans l'exercice de sa profession, et cela quelle que soit la demande de son client.

## **ARTICLE 10.**

A remettre un rapport d'enquête à ses clients ou leurs conseils. Il devra consigner dans ce rapport les constatations dont il a été le témoin visuel, les renseignements recueillis par témoignage ou par tout autre moyen légal, et dont il aura au préalable vérifié la véracité et la crédibilité.

## **ARTICLE 11.**

A interrompre immédiatement toute investigation dont le résultat se révélerait incompatible avec l'objet du mandat ou ne serait pas conforme aux règles de droit ou de déontologie et a en informer sans délai son client.

## **ARTICLE 12.**

A entretenir avec les forces de police et de gendarmerie, des contacts étroits et confraternels.

A : .....Albi..... Le : ..21 février 2008

*La direction.*